

Le PAM en Afrique

2012: les faits, les chiffres
et les partenaires

Avant-propos

J'ai récemment rejoint le PAM en tant que Sous-Directrice exécutive du nouveau Département des services concernant les partenariats et la gouvernance. Les activités de ce Département visent à la fois le développement de nouveaux partenariats et le renforcement des partenariats existants, avec pour objectif de lutter contre la faim dans le monde. Je suis heureuse d'avoir intégré le PAM au moment où celui-ci renouvelle son engagement à l'égard de ces collaborations stratégiques.

En tant qu'institution, le PAM accorde une grande importance à la constitution de partenariats reposant sur des engagements communs et sur le respect mutuel. Nos partenariats avec les organisations du continent africain, y compris ses instances régionales, illustrent l'importance d'une collaboration fondée sur des buts et des objectifs partagés. Ces partenariats nous permettent d'affronter les défis tout en progressant vers notre objectif, qui est d'éliminer la faim dans le monde.

Puisque le PAM exerce ses activités dans plus de 40 pays d'Afrique et qu'environ la moitié de ses dépenses en matière d'assistance dans le monde sont consacrées à ce continent, la nature et l'efficacité de nos partenariats sont fondamentales.

Dans cette optique, je tiens à exprimer tous mes vœux à l'Union africaine, à l'occasion du cinquantième de la création de l'Organisation de l'unité africaine, anniversaire dont les célébrations sont placées sous le signe du panafricanisme et de la renaissance africaine, et j'attends beaucoup de la poursuite de ce partenariat, à l'appui du programme de développement du continent africain.



**Elisabeth Rasmusson,
Sous-Directrice exécutive du PAM
chargée des Services concernant les
partenariats et la gouvernance**

Le PAM félicite l'Union africaine/Organisation de l'unité africaine à l'occasion de son Jubilé d'or



Partenariats



L'ÉTUDE DU COÛT DE LA FAIM EN AFRIQUE, EXEMPLE DE PARTENARIAT CONTINENTAL

Dr. Mustapha Sidiki Kaloko

Commissaire aux affaires sociales
Commission de l'Union Africaine

Cette année marque le 50ème anniversaire de l'Organisation de l'unité africaine, qui célèbre un demi-siècle de promotion du panafricanisme et l'avènement d'une renaissance africaine. Parmi les succès remarquables enregistrés sur le continent au cours des cinquante dernières années, la Commission de l'Union africaine (CUA) est particulièrement fière des résultats obtenus et des partenariats qui permettent à l'Afrique de mieux réagir face aux défis et aux possibilités qui lui sont propres.

La promotion de partenariats solides et efficaces pour appuyer le développement du continent africain a toujours constitué un principe directeur de la CUA. L'étude du coût de la faim en Afrique constitue un exemple remarquable de collaboration conjointe. Menée sous la direction de la Commission de l'Union africaine, avec l'appui technique de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et du Programme alimentaire mondial (PAM), cette étude analyse les conséquences sociales et économiques de la dénutrition infantile sur le continent, et elle est le fruit d'efforts déployés de concert par des partenaires mondiaux, régionaux et nationaux pour repositionner la nutrition au cœur du programme de développement du continent.

Au niveau mondial, le PAM a joué un rôle central dans la promotion de l'établissement d'un partenariat intercontinental entre l'Afrique et l'Amérique latine. Sous l'égide du PAM, un accord a donc été conclu entre les deux Commissions économiques régionales des Nations Unies, dans le but de transférer vers l'Afrique les connaissances et les données d'expérience découlant de la méthode fondée sur le coût de la faim, mise au point pour la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Grâce à cette coopération, des connaissances de pointe ont été mises à disposition de manière efficace et au moindre coût, conformément à l'esprit de la collaboration mondiale.

Au niveau du continent, les partenariats avec les principaux organismes régionaux, tels que le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et le Groupe de travail africain sur le développement de l'alimentation et de la nutrition, ont joué un rôle essentiel dans l'adaptation de l'étude du coût de la faim au contexte africain. Grâce à leur contribution en tant que coordonnateurs et spécialistes des questions nutritionnelles dans la région, le processus est bien reçu et des perspectives s'offrent d'établir des liens avec des initiatives en cours à l'échelle du continent. Leurs avis techniques ont été essentiels pour convertir le savoir mondial en un outil spécifique pour l'Afrique.

Au niveau national, l'étude du coût de la faim en Afrique a pu être réalisée grâce à des partenariats intersectoriels créés entre les parties prenantes en charge de son exécution. Chaque équipe nationale de mise en œuvre, composée de spécialistes appartenant à différentes

institutions gouvernementales, au milieu universitaire ou à la société civile, est responsable de la collecte, de l'analyse et de la présentation des données et des résultats issus de l'étude. La collaboration entre les membres des équipes nationales a dépassé les frontières, puisque le travail conjoint et le partage des données d'expérience entre les pays demeurent des éléments essentiels de la composante de l'étude relative au renforcement des capacités.

En tant que médecin, je suis conscient du fait que la nutrition est un enjeu socio-économique crucial et je suis déterminé à en faire un objectif prioritaire, conformément au mandat défini par les Ministres des finances et de la planification économique en 2012, qui prévoit d'achever l'étude du coût de la faim en Afrique. Cette étude est une excellente illustration de la façon dont la collaboration peut aider les États d'Afrique à relever les principaux défis liés au développement.

Alors que nous célébrons cette année les accomplissements passés, présents et futurs de l'Afrique, les gouvernements du continent, grâce à des projets menés en collaboration, comme l'étude du coût de la faim, sont mieux placés pour faire face aux difficultés et pour investir dans le capital humain. La CUA demeure fermement décidée à diriger cette initiative, et elle fera le nécessaire pour diffuser les résultats de l'étude auprès de différentes instances de haut niveau. Les progrès et les résultats obtenus jusqu'à présent sont pour moi une source d'inspiration, et la CUA est fière d'orchestrer cette importante initiative.



Dr. Mustapha Sidiki Kaloko

UN PARTENARIAT SUD-SUD POUR DÉFENDRE LA NUTRITION INFANTILE EN AFRIQUE

Élargir et faciliter la collaboration Sud-Sud est un élément fondamental des activités de partenariat menées par le PAM à l'échelle mondiale. L'étude du **coût de la faim en Afrique**, qui met en évidence le fardeau que représente le retard de croissance chez

l'enfant, met en évidence le rôle clé que peut jouer le PAM pour faciliter ce type de coopération, en œuvrant au sein d'un réseau composé de multiples parties prenantes.

En 2006, le PAM a travaillé avec la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) à la conception d'une étude devant permettre d'estimer, compte tenu du contexte nutritionnel et social de chaque pays, l'impact socio-économique de la dénutrition infantile sur l'économie nationale. Cette étude, véritablement novatrice, a permis d'inscrire la lutte contre la faim chez les enfants dans les programmes de développement, comme évoqué par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, lors de la présentation de l'étude: "La faim chez les enfants est un problème moral. Cependant, comme le montre la présente étude, il s'agit également d'un problème économique de premier ordre".

Fort du succès de ce partenariat, le PAM s'est employé à faire réaliser cette étude en Afrique et a facilité un partenariat Sud-Sud entre la CEPALC et la CEA, l'idée étant d'établir un partenariat inter-régional susceptible d'apporter un appui technique à cette initiative, dirigée sur le continent par la CUA. La CEPALC et la CEA ont collaboré à la réalisation d'une série d'activités techniques et de consultations, afin de transférer des connaissances et d'apporter les ajustements nécessaires en vue de la mise en place du nouveau modèle en Afrique.

Actuellement, le projet donne ses premiers résultats. Au niveau national, ceux-ci sont utilisés pour étayer l'expansion des programmes nationaux et la mise en œuvre des politiques nationales en matière de nutrition. Au niveau régional, les résultats du premier groupe de pays (Égypte, Éthiopie, Ouganda et Swaziland) ont été présentés au cours de conférences ministérielles régionales, et l'Union africaine propose de lancer une initiative d'envergure continentale en faveur de l'élimination du retard de croissance chez l'enfant, sur la base des résultats de l'étude.

Cette expérience de collaboration Sud-Sud a montré que le recueil des pratiques optimales et des enseignements tirés d'expérience peut avoir d'importants résultats. Alors que le PAM continue de plaider en faveur de la prévention du retard de croissance chez l'enfant, cette expérience peut orienter l'action devant être menée dans d'autres régions où le retard de croissance continue de faire obstacle au développement socio-économique.



LE PAM S'ALLIE AVEC DES PARTENAIRES POUR LIVRER DES VIVRES AUX POPULATIONS DU NORD DU MALI

En 2012, la majorité des organismes des Nations Unies chargés de l'action humanitaire n'ont pu accéder aux régions septentrionales du Mali à cause des troubles politiques et de l'insécurité généralisée. Malgré ces difficultés, le PAM s'est allié à plusieurs ONG afin d'étudier les moyens de transport disponibles, des camions jusqu'aux embarcations fluviales, pour livrer des vivres aux populations vulnérables.

En 2012, le PAM a fourni une assistance alimentaire immédiate et un appui nutritionnel à plus de 300 000 personnes dans le nord du Mali; bon nombre d'entre elles avaient dû abandonner leur foyer lorsque des groupes armés avaient pris le contrôle de la région.

Pour assurer les livraisons dans cette région, le PAM a travaillé avec neuf ONG partenaires: CARE, Africare, Handicap International, le Secours islamique, Solidarités International, Action contre la faim, OXFAM, Norwegian Church Aid et ACTED.

"Le PAM ne travaille pas seul. Il est tributaire de ses partenaires, qui œuvrent à ses côtés pour que toutes les tâches soient menées à bien", affirme Denise Brown, Directrice régionale pour l'Afrique de l'Ouest.

La situation des populations prises au piège était effroyable. "La première fois que je me suis rendu à Tombouctou, je faisais partie du convoi du Haut Conseil islamique. Je suis tellement soulagé que nous n'ayons pas eu de problème" a raconté Issa Samake, un chauffeur routier engagé par le PAM. "La population de Tombouctou a désespérément besoin de vivres. Nous travaillons rapidement, pour faire en sorte que les distributions puissent avoir lieu le jour même de notre arrivée".

Pour ses opérations logistiques, le PAM fait preuve de créativité afin d'éviter les troubles. Des ONG ont organisé les convois, et le PAM et ses partenaires ont pu emprunter le fleuve Niger et d'autres voies d'eau pour livrer les vivres.

Les bateaux locaux, appelés pinasses, peuvent transporter jusqu'à 20 tonnes de vivres selon la profondeur du fleuve, qui varie en fonction de la saison, et constituent un autre moyen d'acheminer les vivres jusqu'à des zones inaccessibles par la route. En empruntant le fleuve Niger, les pinasses mettent 4 ou 5 jours pour couvrir les 400 kilomètres qui séparent Mopti, au centre du Mali, de Tombouctou.

Les ONG partenaires sont une composante essentielle des opérations du PAM en raison de leur bonne connaissance du contexte local. Elles sont sélectionnées en fonction de leur présence géographique, de leurs capacités et de leur expérience confirmée en matière d'acheminement de secours d'urgence dans des zones de conflit.

"Les ONG partenaires ont joué un rôle déterminant pour la livraison de vivres aux personnes déplacées à cause du conflit et aux autres personnes dans le besoin", a affirmé Sally Haydock, Directrice de pays du PAM au Mali. "Elles ont été les yeux et les oreilles des Nations Unies dans les zones inaccessibles du nord du Mali".

Le PAM travaille certes en étroite partenariat avec les ONG, mais il a aussi resserré la collaboration avec les autres organismes des Nations Unies. Le Mali est l'un des pays pilotes de l'initiative "Unis dans l'action", lancée par le système des Nations Unies, en vertu de laquelle les différents organismes coordonnent leur action afin de mettre à profit les points forts et les avantages comparatifs de chacun.

Les personnes

PLUS DE LA MOITIÉ DES 97 MILLIONS DE BÉNÉFICIAIRES DE L'ASSISTANCE FOURNIE PAR LE PAM EN 2012 SE TROUVENT EN AFRIQUE.

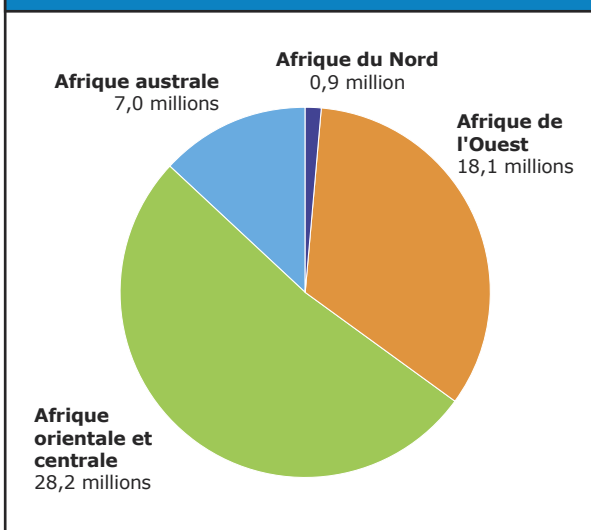
Ces personnes sont:

- de petits exploitants agricoles;
- des réfugiés, des personnes de retour chez elles ou des personnes déplacées;
- des enfants scolarisés, y compris dans des établissements préscolaires;
- des femmes et des enfants atteints de malnutrition et nécessitant une alimentation thérapeutique;
- des enfants, des femmes enceintes et des mères allaitantes exposés à la malnutrition;
- des communautés ayant besoin d'infrastructures socio-économiques et d'une formation dans ce domaine;
- des familles touchées par le VIH et le sida.

En 2012 les femmes et les filles ont constitué 53 pour cent des personnes ayant bénéficié du soutien du PAM en Afrique.

L'initiative Achats au service du progrès travaille avec quelque 690 organisations paysannes en Afrique, qui représentent plus de 1 million de petits exploitants (dont plus de 29 pour cent sont des femmes).

Bénéficiaires de l'assistance du PAM en Afrique en 2012, par région



Nombre de réfugiés, de personnes déplacées et de rapatriés secourus par le PAM en Afrique (2004–2012)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Réfugiés	2,1	1,9	1,8	1,7	1,6	1,7	1,5	2,3	2,2
Personnes déplacées	5,8	5,1	4,6	6,3	6,1	8,7	1,2	4,9	4,7
Rapatriés	0,8	1	1	0,9	0,7	0,4	0,7	2,2	0,6

(en millions)

Outils de lutte contre la faim - logistique

Quand survient une situation d'urgence, le PAM fait en sorte de réagir en quelques heures en acheminant par voie terrestre, maritime ou aérienne les vivres et les secours vitaux qui font cruellement défaut. Il met aussi en place l'infrastructure logistique nécessaire. La logistique est donc le pivot des opérations du PAM.

En 2012, le PAM a fourni une assistance à environ 97 millions de personnes, grâce à la distribution de 3,5 millions de tonnes de vivres dans 80 pays. Environ 1,6 million de tonnes ont été acheminées jusqu'à 34 ports africains - soit près de 75 pour cent de la quantité totale de denrées transportées par voie maritime.

Au cours de la crise dans le Sahel, le PAM a mobilisé des réseaux logistiques reposant sur des installations portuaires, des transporteurs engagés localement, les flottes régionales du PAM, les réseaux ferroviaires nationaux, des ponts aériens ou des barges fluviales, pour venir en aide à plus de 5 millions de personnes dans huit pays.

La gestion de la chaîne d'approvisionnement a été assurée par l'équipe chargée de la logistique. Un groupe de travail spécial chargé de la chaîne d'approvisionnement a été créé à titre expérimental pour élaborer les stratégies et plans d'intervention les plus efficaces qui soient compte tenu d'une analyse en continu de la situation. Les progrès en matière de gestion de la chaîne d'approvisionnement ont été étayés par la conception de nouveaux outils de gestion de l'information de pointe, tels que la cartographie en ligne de la chaîne d'approvisionnement et un tableau de bord utilisé pour la gestion.

Grâce au Mécanisme d'achat anticipé, qui est un instrument de préfinancement, le PAM a pu raccourcir les délais de livraison et assurer un flux continu d'assistance alimentaire. Un peu plus de 400 000 tonnes de vivres acheminées vers l'Afrique, sur un total de 1,6 million de tonnes, avaient été achetées au moyen de ce mécanisme. Environ 20 pour cent de ces produits ont été expédiés vers cinq grands ports d'Afrique de l'Ouest, pour appuyer les opérations en cours dans le Sahel. La souplesse du réseau de transport maritime du PAM a permis de dévier des navires sans préavis pour parer aux interruptions de la filière dans la région.

Le réseau des entrepôts de fournitures humanitaires des Nations Unies a continué d'être un outil crucial à l'appui de la préparation aux situations d'urgence de la communauté humanitaire et de son intervention en cas de crise. À partir de l'entrepôt d'Accra, le réseau a pu faire expédier des médicaments, des suppléments alimentaires pour combattre la malnutrition et des articles d'hébergement de secours pendant la crise dans le Sahel vers des pays comme le Mali, la Mauritanie, le



Niger et le Burkina Faso. L'année dernière, 80 cargaisons au total sont parties de l'entrepôt du Ghana en direction de 17 pays d'Afrique, soit quelque 1 300 tonnes, pour une valeur estimée à plus de 6,4 millions de dollars É.-U.

En tant que chef de file du module de la logistique, le PAM a appuyé les activités opérationnelles de plus de 100 organisations humanitaires en Afrique en 2012. Une coordination et, au besoin, des services logistiques communs ont été assurés en Somalie, au Soudan du Sud, en République centrafricaine, au Mali, en Mauritanie et en République démocratique du Congo. Le module de la logistique a facilité l'entreposage, fourni un appui pour le suivi des cargaisons, coordonné les transports routiers, fluviaux et aériens, et contribué aux évaluations de l'infrastructure et à la remise en état des routes et des pistes d'atterrissage.

En plus du transport de passagers assuré par les Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies (voir en page suivante), le PAM a utilisé ses compétences en matière d'aviation pour faire face à certaines situations d'urgence en Afrique en assurant le transport et le largage de vivres pour atteindre les communautés isolées de la République du Soudan du Sud et de la République centrafricaine. Au total, 3 144 tonnes ont été larguées sur les campements de réfugiés de Yida et de Maban, au Soudan du Sud, et 345 tonnes dans le Nord-Est de la République centrafricaine, où les conflits ont obligé des milliers de personnes à fuir vers les zones rurales.

Dans le cadre des mesures prises par le PAM pour renforcer ses interventions d'urgence tout en optimisant les ressources, une flotte composée de deux hélicoptères de location a été établie à Entebbe (Ouganda), où ils sont mis à la disposition de toute la communauté humanitaire. Ces appareils, financés en grande partie par la Direction générale Aide humanitaire et protection civile de la Commission européenne (ECHO), peuvent être utilisés sur tout le continent africain, et jusqu'au Pakistan et à Madagascar.

Le PAM a continué d'étoffer ses flottes régionales stratégiques de camions, maximisant son efficacité opérationnelle lors des interventions d'urgence. Établies pour permettre une utilisation optimale des excédents, ces flottes ont considérablement réduit les coûts supportés par les bureaux de pays du PAM ayant besoin de capacités de transport. Grâce à l'établissement d'une nouvelle flotte à Accra (Ghana), le PAM dispose désormais de deux flottes stratégiques - l'autre étant située à Kampala (Ouganda). Plus de 30 camions ont été employés en 2012, pour appuyer les opérations d'urgence menées au Soudan du Sud et dans le Sahel.

Par ailleurs, la mise à disposition des compétences logistiques du PAM au profit des gouvernements locaux a été une priorité en 2012. Dans toute l'Afrique, le PAM a lancé plusieurs projets de renforcement des capacités s'agissant de la gestion de la chaîne d'approvisionnement, du suivi des produits et d'autres domaines liés à la logistique, et assuré des stages de formation à la gestion des entrepôts et aux opérations portuaires à l'intention des homologues gouvernementaux et des partenaires humanitaires se trouvant en Afrique.

OUTILS DE PRÉPARATION AUX SITUATIONS D'URGENCE ET D'INTERVENTION EN CAS DE CATASTROPHE

Le changement climatique touche l'Afrique de manière disproportionnée et aggrave encore les conditions de vie de populations comptant déjà parmi les plus démunies au monde. Il est donc essentiel de renforcer les capacités du PAM en matière de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de catastrophe, afin de détecter plus promptement les catastrophes imminentes et de fournir rapidement une assistance. Il s'agit en fait de stopper la crise avant qu'elle ne se transforme en situation d'urgence.

En 2012, la Sous-Division de la préparation aux situations d'urgence et des interventions en cas de crise (OMEP) a accordé une attention prioritaire à l'Afrique. Dans 81 pour cent des bureaux de pays du PAM, elle a mis en œuvre le nouveau train de mesures relatif à la

préparation aux situations d'urgence et aux interventions en cas de crise (compilées dans le "Guide pour la préparation aux situations d'urgence et les interventions en cas de catastrophe"), qui leur permet d'améliorer progressivement leur préparation et leur intervention en cas de crise, en fonction des risques qu'ils ont répertoriés. Au Mali, le PAM a accru ses capacités pour être en mesure de lancer immédiatement une opération face à la détérioration d'une situation déjà instable, afin de se tenir prêt à entrer en action. Le bureau de pays du Soudan du Sud a pu recourir aux mesures pour la préparation aux situations d'urgence et les interventions en cas de catastrophe lorsqu'il a dû faire face à l'arrivée massive de réfugiés provenant du Soudan, dans une région très difficile et reculée. Il a pu intervenir rapidement grâce aux stocks de vivres qui avaient été prépositionnés et à l'ouverture d'un nouveau couloir de transport à partir de l'Éthiopie.

Le Soudan du Sud a également servi de banc d'essai pour un nouveau partenariat entre OMEP et le Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme (CEPMMT). Les inondations avaient rendu presque impossible l'acheminement de l'aide jusqu'à la zone reculée de Yida. Mais la production de prévisions météorologiques ciblées par l'Unité d'OMEP chargée de l'analyse et de l'alerte rapide, à partir des données fournies par le CEPMMT, ont permis au PAM de mieux programmer les largages aériens, toujours coûteux, et de perturber le moins possible ses activités destinées à sauver des vies. D'autres organismes des Nations Unies en ont également profité. Le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets a programmé d'importants travaux pour la construction d'une nouvelle piste d'aviation et le personnel du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a hiérarchisé les expéditions de fournitures d'urgence en fonction des conditions météorologiques prévues.

La mise à disposition d'informations fiables, faciles à interpréter et à utiliser, constitue le travail de l'Unité d'appui géospatial d'OMEP. Celle-ci a produit plus de 250 cartes sur l'Afrique en 2012, allant de cartes logistiques claires et précises à des cartes d'analyse des risques détaillées. Ces analyses - qui ont porté sur des pays parmi lesquels figurent le Kenya, la Somalie et le Sénégal - présentent les tendances historiques des



Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies

Le PAM a continué à gérer les Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies pour toute la communauté humanitaire. Ces services, qui ont été établis par le PAM à la demande du Comité de haut niveau sur la gestion des Nations Unies, répondent à la nécessité d'accéder à des régions difficiles et reculées, où les conditions de sécurité sont souvent précaires et qui n'offrent aucune option viable pour le transport terrestre ou l'aviation commerciale. En 2012, plus de 353 000 passagers et plus de 1 950 tonnes d'articles humanitaires ont été transportés pour le compte de centaines d'organismes locaux et internationaux et les services aériens d'aide humanitaire ont œuvré dans 11 pays africains et prêté concours à plus de 1 290 organisations.

catastrophes, des informations concernant la sécurité alimentaire des ménages, le couvert végétal et la dégradation environnementale. Elles permettent, en cas d'urgence, de cibler l'assistance et de formuler les programmes de manière à obtenir le maximum d'impact en termes d'espace et de temps, en perturbant le moins possible l'économie locale. OMEP a aussi envoyé ses cartographes dans plusieurs pays africains, afin d'offrir une assistance et une formation au personnel local et de recueillir des données essentielles.

La bonne gestion des informations opérationnelles est essentielle dans les situations d'urgence à grande échelle comme celles qui se sont produites au Sahel et dans la Corne de l'Afrique. Les ressources du PAM ont été déployées de façon efficace et efficiente, sur la base d'informations complètes et d'analyses fournies par OMEP en vertu du rôle qui est le sien en matière de soutien en cas de crise. L'appui fourni aux pays par la Sous-Division, sous la forme d'exercices de simulation de gestion des catastrophes, a été largement salué, notamment par les autorités nationales.

OUTILS D'ANALYSE – ANALYSE ET CARTOGRAPHIE DE LA VULNÉRABILITÉ

L'analyse et la cartographie de la vulnérabilité (ou analyse de la sécurité alimentaire) sont l'une des clefs de voûte de l'action du PAM. En aidant à déterminer qui sont les personnes les plus exposées à l'insécurité alimentaire et à les localiser, cet outil permet au PAM et à ses partenaires de disposer de renseignements essentiels pour concevoir et planifier le type d'intervention et l'échelle qui conviennent le mieux, parmi les programmes de distribution de vivres, d'alimentation scolaire, ou encore de transferts d'espèces ou de bons. L'analyse de la sécurité alimentaire fournit aussi des informations utiles pour les activités de plaidoyer et les décisions de politique générale.

Le travail d'analyse de la sécurité alimentaire du PAM intéresse en majeure partie l'Afrique. En 2012, sur 50 analyses entreprises dans le monde, 31 ont porté sur ce continent. En particulier, l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité ont fourni des analyses axées sur les marchés pour les situations d'urgence au Sahel et en Somalie, afin de renforcer l'alerte rapide et la préparation aux catastrophes et de soutenir les interventions s'appuyant sur des transferts monétaires, qui renforcent la résilience des populations touchées. Dans toute l'Afrique, le PAM a constitué un réseau de plus de 100 fonctionnaires chargés de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité, y compris 30 analystes principaux, spécialistes de la sécurité alimentaire, en poste dans les bureaux régionaux et les bureaux de pays en Afrique.

Des analyses approfondies de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité ont été réalisées au Burkina Faso, au Cameroun, en Égypte, en Éthiopie, en Gambie, au Ghana, en Guinée Bissau, au Kenya, à Madagascar, au Malawi, au Nigéria, au Rwanda, à Sao Tomé-et-Principe, au Soudan, en République-Unie de Tanzanie et en

Ouganda. La plupart de ces projets faisaient partie d'une initiative du PAM visant à effectuer une analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité dans 16 pays d'Afrique subsaharienne entre 2008 et 2013, avec le soutien financier de la Fondation Bill et Melinda Gates. Par ailleurs, dans la plupart des pays subsahariens, le PAM collabore étroitement avec plusieurs partenaires pour ce qui concerne les rapports de suivi de la sécurité alimentaire et du commerce transfrontalier, qui sont produits au moins une fois par trimestre.

Au fil des ans, l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité sont progressivement devenues l'élément central du système d'information du PAM sur la sécurité alimentaire, englobant les évaluations des situations d'urgence et les évaluations a posteriori, les enquêtes très détaillées sur les ménages, l'alerte rapide, ainsi que les analyses de l'évolution des marchés et des prix. Pour parvenir à une compréhension commune de la situation et tirer le meilleur parti des compétences remarquables des partenaires, des études sont généralement réalisées en collaboration avec les gouvernements ainsi qu'avec des partenaires tels que le Réseau du système d'alerte rapide face aux risques de famine (FEWS-NET), des organismes des Nations Unies comme l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le HCR et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), en plus des ONG locales et internationales. Les études du PAM relevant du domaine de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité font appel aux technologies les plus avancées, telles que les systèmes d'information géographique, les applications satellitaires novatrices et les plates-formes mobiles de collecte de données (assistants numériques personnels, Smartphones et tablettes), pour recueillir, gérer et analyser les données.

LES PROCHAINES ÉTAPES: Renforcement des capacités dans les pays et les régions

Avec la FAO et l'Institut International de recherche sur les politiques alimentaires, le PAM est membre d'un consortium qui est le chef de file du nouveau Réseau d'information sur la sécurité alimentaire. Ce réseau a été officiellement lancé au mois d'octobre 2012 pour faciliter le travail des praticiens spécialistes de l'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, qui opèrent à l'échelle régionale et nationale. Son objectif général est de renforcer les systèmes d'information pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle aux niveaux national et régional par la constitution d'un réseau mondial de praticiens favorisant la mise en commun des normes, l'harmonisation des méthodes, des outils et des meilleures pratiques en matière de collecte, d'analyse et d'utilisation des informations sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

Réseau d'information
sur la sécurité
alimentaire

Transferts d'espèces et de bons: un moyen novateur de lutter contre la faim

Le PAM utilise de plus en plus les bons et les transferts monétaires pour lutter contre la faim en Afrique. Avec les téléphones portables, les bons électroniques fournis par messagerie textuelle, et d'autres méthodes novatrices, le PAM recourt à de nouveaux moyens pour faire face au problème de la faim. Ci-après, deux femmes racontent comment les transferts monétaires et les bons électroniques les ont aidées à combattre la faim.

LA LIGNE DIRECTE DU PAM AU KENYA - COMMENT ESTHER A RÉCUPÉRÉ SON ARGENT



Esther Adui et ses cinq enfants devant leur maison à Turkana.

Esther Adui Akiru a appelé la ligne directe du PAM au Kenya pour signaler que le transfert monétaire qu'elle venait de recevoir du PAM avait été volé. C'était une mauvaise nouvelle pour Esther, 25 ans, veuve et mère de cinq jeunes enfants, qui habite un petit village dans la région de Turkana. Elle compte parmi les plus de 15 000 personnes en situation d'insécurité alimentaire qui reçoivent chaque mois du PAM un transfert monétaire, grâce à leur téléphone portable.

Esther a dit à Susan (opératrice de la ligne directe du PAM) que les 3 800 shillings kényans (44 dollars des États-Unis) que le PAM lui avait envoyés pour qu'elle

puisse acheter des vivres pour nourrir ses enfants pendant le mois, avaient disparu après que des employés de la compagnie téléphonique lui avaient indiqué que le réseau était en panne.



Susan a immédiatement contacté Oxfam (le partenaire coopérant du PAM dans la région de Turkana) en demandant une enquête à ce sujet. Quelques heures plus tard, Oxfam a confirmé qu'il y avait eu des problèmes concernant deux employés de la compagnie téléphonique. L'ONG a contacté le chef de service, qui a convaincu les deux agents de rendre à Esther la somme qui lui était due.

La ligne directe fait partie du nouveau mécanisme de plainte et de communication d'informations en retour du PAM au Kenya, lancé à titre expérimental dans les districts de Iosolo, Tukana et Wajir. Elle va de pair avec les services pilotes d'"argent portable": les distributions de vivres ont été remplacées par des transferts d'espèces non assortis de conditions, effectués grâce aux téléphones portables. Au cours des trois mois de la phase pilote, la ligne directe a géré plus de 300 appels de bénéficiaires demandant des renseignements ou de l'aide. Il est ressorti du contrôle rigoureux effectué que plus de 90 pour cent des bénéficiaires savaient que ce nouveau service existait. Lorsque le PAM a appelé les bénéficiaires qui avaient eu recours à la ligne directe, 85 pour cent lui ont dit qu'ils étaient satisfaits de la façon dont leur problème avait été traité. Les 15 pour cent restants ont affirmé que le PAM avait mis trop de temps à résoudre leur problème.

En 2013, le PAM veut étendre à d'autres programmes son mécanisme de plainte et de communication d'informations en retour.

AU ZIMBABWE, UN PROGRAMME INNOVANT DE BONS ASSISTE LES PERSONNES VIVANT AVEC LE VIH

Loveness et ses trois enfants, Robert, Susan et Julia, partagent une chambre au fond d'un garage à Bulawayo, la deuxième ville du Zimbabwe. Ils vivent tous avec le VIH et Loveness a du mal à joindre les deux bouts pour procurer une nourriture suffisante à sa famille. Avant,

elle se privait souvent elle-même pour que ses enfants puissent faire un repas, qui se composait souvent de trois cuillerées de porridge à peine pour chacun.

Aujourd'hui, Loveness et sa famille peuvent envisager un avenir meilleur, grâce à l'aide du PAM. Celui-ci lance une intervention novatrice qui utilise des bons électroniques pour fournir un soutien nutritionnel aux ménages dont les membres souffrent de maladies chroniques, connaissent l'insécurité alimentaire et, dans de nombreux cas, vivent avec le VIH.

On estime qu'au Zimbabwe 14 pour cent des adultes, soit environ 1,2 million de personnes, vivent avec le VIH, et que quelque 150 000 enfants sont touchés.

Lutter contre la malnutrition

Dans le cadre du programme mis en œuvre par le PAM en coopération avec des ONG et le Ministère de la santé et de la protection de l'enfance, les patients qui se rendent dans les dispensaires ou les hôpitaux locaux et dont on constate l'état de malnutrition sont orientés vers les points de distribution de vivres et de bons du PAM les plus proches. Là, ils reçoivent du SuperCereal, un mélange enrichi à base de farine de maïs, de protéine de soja et de micronutriments.

Ils reçoivent aussi un bon électronique pour l'achat de certains aliments, comme de l'huile et des haricots, dans des supermarchés sélectionnés. La valeur du bon électronique dépend de la taille de la famille. Lors de la présentation du bon, le commerçant consulte une base de données électronique pour vérifier la ration octroyée pour le mois.

Les bons sont une option de rechange à l'assistance alimentaire en nature et le PAM les utilise de plus en plus souvent dans le cadre de son combat contre la faim

lorsque des denrées alimentaires sont disponibles sur le marché mais que la plupart des personnes n'ont pas les moyens de les acheter.

Opter pour une approche intégrée

Pour les personnes vivant avec le VIH, comme Loveness et sa famille, le soutien nutritionnel du PAM fait partie d'une approche intégrée. Un élément important du programme consiste à encourager les bénéficiaires à se rendre une fois par mois dans un dispensaire ou un hôpital de leur zone pour un contrôle médical. Le Ministère de la santé et de la protection de l'enfance collabore étroitement avec le PAM pour fournir gratuitement, le cas échéant, des antirétroviraux. Tous les enfants de Loveness suivent ce traitement.

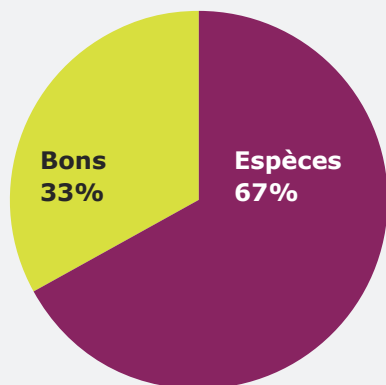
L'assistance alimentaire permet non seulement d'augmenter l'efficacité de la thérapie antirétrovirale, mais aussi d'assurer une plus grande observance thérapeutique.

Élargir le programme

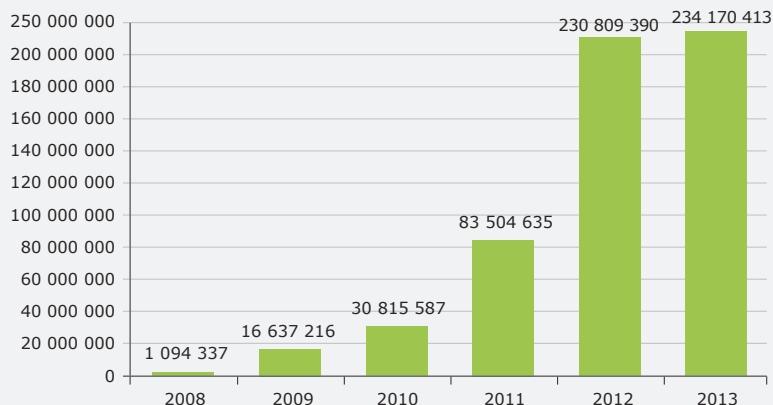
Le programme de bons soutient environ 8 000 patients et leurs familles. Le Directeur de pays du PAM, Felix Bamezon, est satisfait du succès remporté par le programme à Harare et à Bulawayo, et il voudrait que d'autres zones en profitent: "Le PAM envisage d'étendre les bons électroniques à d'autres villes et villages, là où il en aura la possibilité".

Pour Loveness, les bons ont vraiment fait la différence: "L'assistance alimentaire m'est utile car elle permet à mes enfants de manger à leur faim, et le peu d'argent dont je disposais pour les nourrir me sert à payer les frais de scolarité".

Proportion de transferts en espèces et sous forme de bons en Afrique en 2012



Augmentation des budgets consacrés aux transferts monétaires et aux bons en Afrique (budgets approuvés, en dollars)



Achats au service du progrès (P4P)

DE QUOI S'AGIT-IL?

L'initiative Achats au service du progrès est une initiative pilote sur cinq ans qui associe la grande capacité du PAM en matière d'achats de vivres et le soutien fourni par ses partenaires, afin d'aider de petits exploitants agricoles à opérer de façon rentable sur des marchés de plus haute qualité. Elle améliore les possibilités de commercialisation qui s'offrent aux agriculteurs, tout en renforçant leurs capacités dans le domaine des techniques de production, de l'entreposage et de la manutention après récolte, du contrôle de la qualité et de la gestion d'entreprise.

Les Achats au service du progrès incitent les petits exploitants de 20 pays pilotes¹ (dont 15 en Afrique) à investir dans le développement de leur production, en leur donnant la possibilité de vendre des produits agricoles de meilleure qualité à un acheteur fiable, en bénéficiant d'un prix équitable. Les témoignages montrent que les agriculteurs qui produisent des cultures de base en régime de semi-subsistance deviennent ainsi des entrepreneurs et, grâce à l'augmentation de leurs revenus, les petits exploitants peuvent étendre leurs activités agricoles, payer les services sanitaires et scolariser leurs enfants. Les Achats au service du progrès mettent l'accent sur l'apprentissage et permettent de partager les meilleures pratiques avec les gouvernements et les autres partenaires.



LES ACHATS AU SERVICE DU PROGRÈS EN AFRIQUE

- Depuis le début de la phase pilote de l'initiative Achats au service du progrès, fin 2008, le PAM a acheté plus de 236 000 tonnes d'aliments, pour une valeur dépassant 80 millions de dollars, dans 15 pays d'Afrique. Entre 2011 et 2012, le volume des contrats d'achat de vivres a augmenté de 70 pour cent, passant de 44 000 tonnes à 75 000 tonnes.
- L'initiative Achats au service du progrès collabore avec 690 organisations paysannes d'Afrique, qui représentent plus de 1 million de petits exploitants (dont plus de 29 pour cent sont des femmes).
- L'initiative est menée en collaboration avec des structures de commerce émergentes, telles que les systèmes de récépissés d'entrepôt et les bourses de marchandises, et elle développe les capacités locales de transformation des produits alimentaires afin de rapprocher les petits exploitants du PAM et, au-delà de celui-ci, des marchés publics et privés.
- Sur le terrain, des liens ont été établis avec toute une gamme de partenaires, notamment des gouvernements, des organisations internationales et régionales, des organismes des Nations Unies tels que la FAO et le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'Alliance pour une révolution verte en Afrique, le Consortium pour la recherche économique en Afrique, des ONG internationales et locales, des institutions financières, des organismes de recherche et des entités du secteur privé.
- Plus de 122 000 petits exploitants, techniciens agricoles, petits et moyens opérateurs commerciaux et exploitants d'entrepôt en Afrique (dont 43 pour cent de femmes) ont bénéficié d'une formation dispensée par le PAM et ses partenaires sur différents thèmes, dont la production agricole, les normes de qualité, la manutention après récolte, la passation de marchés avec le PAM, et la commercialisation et la vente groupées.

¹ Les 20 pays pilotes de l'initiative Achats au service du progrès sont l'Afghanistan, le Burkina Faso, El Salvador, l'Éthiopie, le Ghana, le Guatemala, le Honduras, le Kenya, le Libéria, le Malawi, le Mali, le Mozambique, le Nicaragua, l'Ouganda, la République démocratique du Congo, le Rwanda, la Sierra Leone, le Soudan du Sud, la République-Unie de Tanzanie et la Zambie.

MALAWI - LES PAYSANS VENDENT LEUR MAÏS EN LIGNE

Rapprocher les petits exploitants des marchés est l'objectif principal de l'initiative Achats au service du progrès. Une des approches mises à l'essai par le PAM consiste à donner aux producteurs accès aux bourses des produits agricoles. Au mois de septembre, six organisations paysannes du Malawi ont été invitées à Lilongwe, la capitale, pour participer à un appel d'offres du PAM en ligne.

En 2012, l'initiative Achats au service du progrès au Malawi a travaillé auprès des organisations paysannes afin de stimuler leur esprit d'entreprise et d'améliorer leurs compétences en matière de contrats. Avec ses partenaires, dans le cadre du renforcement des capacités, l'initiative a surtout mis sur une formation destinée à améliorer les aptitudes des organisations paysannes en matière de planification et de livraison.

Au mois d'août, l'initiative a recueilli les premiers fruits de cette stratégie. L'organisation paysanne Mwandama du district de Zomba, dans le Sud du Malawi, a participé de façon indépendante à un appel d'offres du PAM sur la plate-forme de la Bourse des produits agricoles pour l'Afrique et l'a remporté. Ces producteurs ont ainsi pu livrer au PAM 19 tonnes de maïs, évaluées à 8 361 dollars.

Au mois de septembre, l'initiative Achats au service du progrès et la Bourse des produits agricoles pour l'Afrique au Malawi ont participé à une séance "bid-volume-only", sorte d'enchère inversée pour 568 tonnes de maïs, avec six organisations de producteurs. Les représentants de ces organisations, au nombre de douze, ont été invités à faire une offre en ligne (limitée au volume) sur la plateforme ACE. Trois d'entre eux étaient des femmes (la proportion de femmes dans ces organisations atteint près de 40 pour cent).



Collins Katcherenkhanya, membre du comité de l'organisation paysanne Cheka, fait une offre en ligne.



Les paysans de la coopérative Bua Mtete utilisent un ordinateur pour la première fois et placent leurs offres en ligne.

"Connecter" les paysans

Il y a un an personne, pas même les principaux intéressés, n'aurait imaginé pouvoir soumettre une offre en ligne. Jusque-là, les offres étaient glissées dans une enveloppe cachetée puis placées dans une boîte scellée.

Pour adopter la nouvelle procédure, les représentants des paysans ont reçu une formation, afin d'être capables d'établir un prix et des marges de profit réalistes. Aucun des paysans n'avait jamais utilisé un ordinateur, mais les animateurs du commerce rural de la Bourse des produits agricoles pour l'Afrique leur ont fourni une assistance.

Développer de nouvelles compétences

Macdonald German, un membre de la coopérative Chandawe, a affirmé: "Je suis très heureux, je suis en train d'apprendre. C'était la première fois que j'utilisais un ordinateur et je sais que cela va nous aider à faire de bonnes affaires."

Selon Leigh Hildyard, fonctionnaire chargé de l'initiative Achats au service du progrès, il a fallu de la conviction, du travail en équipe et un véritable acte de confiance de la part de tous les participants. "De tous les succès enregistrés l'année dernière, le plus significatif a été de voir Collins Katcherenkhanya, un paysan de 60 ans appartenant à l'organisation Cheka, constater avec fierté et stupéfaction que son offre s'affichait sur l'écran central", a-t-il dit. "Je suis réellement convaincu que, bientôt, nos paysans feront tout cela dans leurs propres districts et se passeront presque entièrement, sinon totalement, de notre aide pour présenter leurs offres."

Durant la séance du mois de septembre, cinq des six organisations soumissionnaires ont remporté des contrats pour livrer au total 340 tonnes de maïs, au prix moyen de 232 dollars la tonne. Le PAM distribuera ce maïs dans le cadre de son programme de repas scolaires.

La force des achats

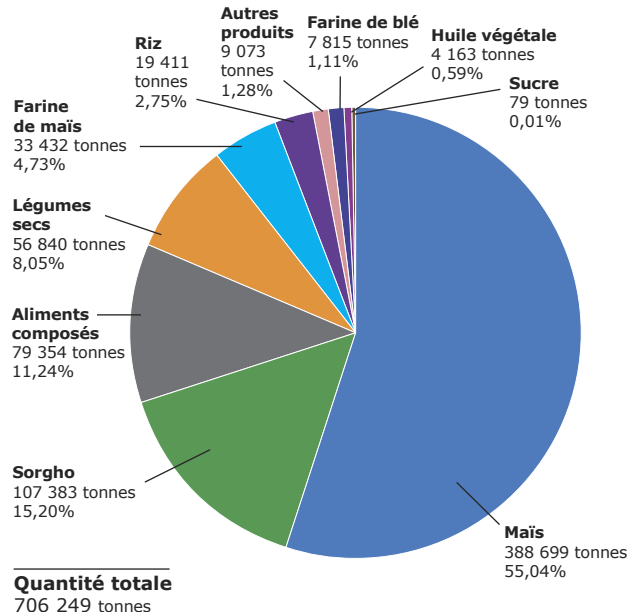
Le PAM est l'organisme d'aide humanitaire qui achète le plus de produits alimentaires en Afrique.

Entre 2003 et 2012, ces achats ont permis d'injecter plus de 2 milliards de dollars dans l'économie locale africaine.

En 2012, c'est en Éthiopie que le PAM a effectué les achats les plus importants, en valeur, sur le continent africain, soit plus 46 millions de dollars.

L'Afrique du Sud, la République-Unie de Tanzanie, et le Soudan figurent également parmi les 15 principaux pays auprès desquels le PAM s'est approvisionné.

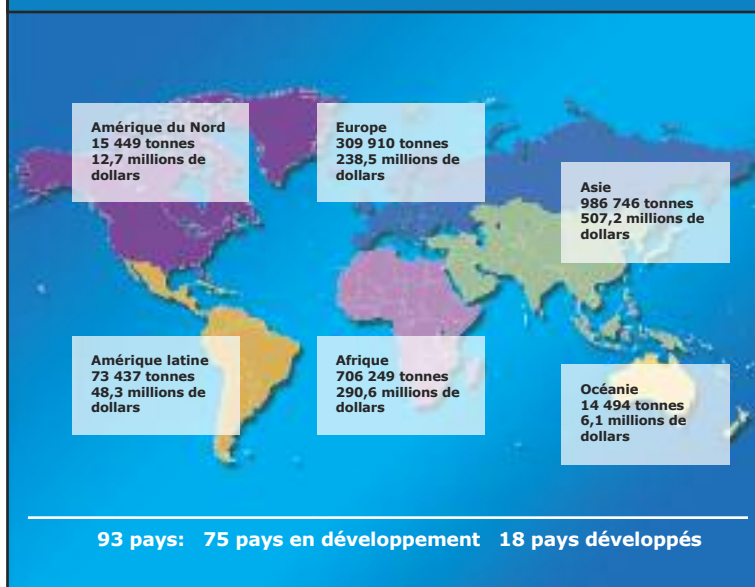
Produits alimentaires achetés par le PAM en Afrique en 2012



Produits alimentaires achetés par le PAM en 2012: 15 principaux pays fournisseurs (Par ordre de valeur)

Pays	Valeur (dollars)	%
Inde	104 013 917	9,43
Indonésie	91 338 353	8,28
Pakistan	69 012 194	6,25
Turquie	68 974 236	6,25
Italie	58 772 807	5,33
Belgique	56 919 404	5,16
France	53 203 479	4,82
Éthiopie	46 764 696	4,24
Afrique du Sud	38 269 388	3,47
Fédération de Russie	36 990 807	3,35
Yémen	25 156 463	2,28
Myanmar	24 794 177	2,25
Tanzanie	23 843 372	2,16
Kazakhstan	22 249 847	2,02
Soudan	21 932 713	1,99
Total:	742 235 851	67,28

Où le PAM s'est-il approvisionné en 2012?



Achats de produits alimentaires par communauté économique régionale en 2012

Union du Maghreb arabe (UMA)	6 563 188	Communauté économique des États d'Afrique centrale (ECCAS)	1 793 000
Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)	157 798 541	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (ECOWAS)	54 994 266
Communauté des États Sahélo-Sahariens (CEN-SAD)	77 928 697	Autorité intergouvernementale sur le développement	96 883 175
Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC)	62 460 619	Autorité intergouvernementale de l'Afrique australe (SADC)	113 773 410

Note: Plusieurs pays sont membres de plus d'une CER. (en millions de dollars)

Produits alimentaires achetés par le PAM en Afrique (2010–2012)

PAYS	2010		2011		2012	
	Quantité (tonnes)	Valeur (dollars)	Quantité (tonnes)	Valeur (dollars)	Quantité (tonnes)	Valeur (dollars)
Algérie	8 642	3 855 233	10 228	3 456 462	8 170	3 767 317
Afrique du Sud	207 853	65 738 483	109 683	53 360 597	74 419	38 269 388
Bénin	28 692	11 224 166	6 223	2 630 849	15 971	7 250 081
Burkina Faso	20 989	8 690 652	6 856	3 347 577	11 673	6 577 309
Cameroun	7 736	3 802 561	4 828	1 946 539	3 378	1 510 324
Côte d'Ivoire	787	372 136	1 198	776 632	3 399	1 550 622
Égypte	7 401	4 518 743	19 493	13 782 524	6 959	5 793 054
Éthiopie	252 076	88 415 761	85 293	42 684 636	112 454	46 764 696
Gambie	113	14 733				
Ghana	12 701	5 065 934	6 710	3 672 513	7 489	4 001 134
Kenya	75 864	20 141 628	57 961	22 867 269	37 415	14 012 351
Lesotho	11 100	2 535 263	3 738	1 355 622	5 670	2 038 044
Libéria	800	504 000	150	94 500	3 213	1 870 550
Madagascar	2 951	1 324 560	3 132	915 549	3 835	1 603 218
Malawi	40 639	15 911 703	108 630	40 031 321	35 374	15 001 423
Mali	16 118	6 690 216	19 197	10 128 655	17 490	9 090 539
Maroc	1 370	1 822 068	2 519	4 251 935	1 757	2 795 871
Mozambique	20 642	7 591 434	32 408	11 574 521	12 245	5 068 962
Namibie	2 648	671 568	711	266 226	869	260 063
Niger	7 362	3 829 511	3 526	1 683 963	4 793	3 170 874
Nigeria	20 000	6 020 000			28 114	9 052 708
Ouganda	126 896	33 445 419	40 690	18 538 048	34 934	13 776 164
République centrafricaine	1 220	820 395			396	267 866
République du Congo	72	27 894	190	89 941	10	14 810
République démocratique du Congo	15 044	7 240 448	4 978	3 530 556	13 902	7 454 921
République-Unie de Tanzanie	33 923	11 586 993	64 992	20 030 782	77 119	23 843 372
Rwanda	11 124	4 358 985	9 102	4 540 918	22 938	10 828 731
Sénégal	1 884	442 136	2 719	877 640	2 646	447 689
Sierra Leone	765	436 606	213	216 864	623	432 766
Soudan	12 983	1 689 492	61 264	21 573 616	65 336	21 932 713
Soudan du Sud			946	364 960	925	397 250
Tchad			485	196 243		
Togo	5 357	1 869 794	5 512	2 493 696	24 477	11 549 993
Tunisie			4 791	3 454 476		
Zambie	21 781	6 262 649	31 705	9 056 678	66 208	19 136 044
Zimbabwe	7 337	1 927 795	3 583	1 378 248	2 048	1 097 976
Total	984 871	328 848 956	713 654	305 170 553	706 249	290 628 823

Note: données provenant des rapports annuels sur les achats de produits alimentaires au cours de la période 2010-2012. Ces données ont trait aux quantités et aux valeurs spécifiées dans les contrats, compte tenu des conditions de livraison, ce qu'il conviendrait de prendre en considération lors de toute analyse de la valeur des marchés.

Résilience et risque climatique



RENFORCER LA RÉSILIENCE DANS LES RÉGIONS ARIDES ET SEMI-ARIDES DU KENYA

Une des opérations du PAM, dans les régions arides et semi-arides du Kenya, marque un véritable tournant dans la façon dont le Programme fait face au problème de la faim. Cette opération repose sur trois axes, à savoir les secours en temps de crise, le redressement une fois le choc passé et le renforcement de la résilience face aux crises récurrentes.

La pauvreté et l'insécurité alimentaire sont omniprésentes dans ces régions arides et semi-arides; les taux de malnutrition y sont considérablement plus élevés que dans le reste du pays. Les populations vivent à la fois du pastoralisme et de l'agriculture marginale; elles connaissent cependant des crises alimentaires récurrentes en raison de leur dépendance vis-à-vis de systèmes non irrigués, situés dans un environnement dégradé, et de leur vulnérabilité face aux conditions météorologiques extrêmes.

Dans ce contexte, le PAM a progressivement abandonné les interventions d'urgence à répétition face aux crises alimentaires au profit d'une action capable de s'attaquer aux causes profondes de la vulnérabilité. Cette évolution est le fait d'un ensemble de mesures alliant la protection sociale pour les plus vulnérables, le renforcement de la résilience grâce à des activités Espèces ou Vivres pour la

création d'avoirs, qui aident les communautés à affronter la pénurie d'eau et la dégradation du sol, et l'accroissement des capacités des gouvernements en matière de préparation aux catastrophes.

L'intervention prolongée de secours et de redressement, qui s'est achevée en 2012, a fourni une assistance à jusqu'à 3,5 millions de bénéficiaires par an, dans 23 districts.

Le ciblage géographique a privilégié les régions où règnent à la fois l'insécurité alimentaire et la dénutrition, où les épisodes de sécheresse sont récurrents et où les sols sont dégradés. Les activités relevant des programmes ont été définies lors de consultations sur la programmation saisonnière des moyens de subsistance. Ce processus permet aux gouvernements, aux communautés et aux partenaires de mettre en correspondance les programmes multisectoriels et les moyens de subsistance, en examinant les problèmes selon une perspective saisonnière pour accroître l'efficacité. Les processus de planification participatifs à l'échelle communautaire ont permis aux bénéficiaires de prendre part à la sélection, à la mise en œuvre et à la gestion des activités.

Les partenariats ont joué un rôle fondamental. Le PAM a collaboré étroitement avec le Gouvernement kenyan en vue d'élaborer et d'exécuter le projet, ainsi que d'en déterminer les bénéficiaires. Les ONG partenaires ont

fourni un soutien technique et appuyé la mise en œuvre; cette intervention a également été l'occasion de nouer une étroite collaboration avec la FAO et le FIDA, surtout sur les questions concernant les éleveurs nomades.

Cette intervention a permis d'obtenir quelques résultats impressionnants. Elle a non seulement comblé les déficits vivriers à court terme, mais aussi créé des avoirs qui ont réduit la vulnérabilité des communautés en diminuant les distances à parcourir pour atteindre les points d'eau, en améliorant la disponibilité d'eau pour usages domestiques, en augmentant le cheptel et les cultures et en diminuant la dégradation de l'environnement. Grâce à des investissements cohérents

en faveur de la création d'avoirs à des fins de subsistance, sous l'égide du Gouvernement, le PAM a jeté des bases solides pour contribuer à combler le fossé entre l'aide humanitaire traditionnelle lors de situations d'urgence et le programme de développement, axé sur les effets directs en matière de résilience. L'Agence des États-Unis pour le développement international a tenu compte de l'approche du PAM dans son Guide d'élaboration des programmes pour le renforcement de la résilience face aux crises récurrentes, publié en 2012. Cette approche globale de planification et de partenariat pour opérer la jonction entre les secours et le redressement est actuellement reprise dans la nouvelle phase de programmation, qui va jusqu'à 2015.



L'INITIATIVE 4R EN FAVEUR DE LA RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS RURALES

En 2010, le PAM et Oxfam America ont uni leurs forces pour mettre à l'essai une nouvelle approche visant le renforcement de la résilience des paysans démunis face aux chocs d'origine climatique. L'initiative 4R en faveur de la résilience des communautés rurales associe l'amélioration de la gestion des ressources (réduction des risques), l'assurance (transfert des risques), le microcrédit (prise de risques calculée) et l'épargne (réserve contre le risque) En 2012, l'initiative 4R a permis de venir en aide à plus de 19 000 petits exploitants dans 70 villages en Éthiopie, et elle commence à se développer au Sénégal, où elle devrait concerner 18 000 paysans d'ici à 2015.

En Éthiopie, l'initiative 4R a atteint un jalon important en 2012, puisque près de 12 000 ménages touchés par la sécheresse ont reçu une indemnisation, dont le montant total dépassait 320 000 dollars. Ce dédommagement a aidé les ménages à absorber le choc, à rembourser les prêts et à investir dans des intrants agricoles pour la saison suivante. Swiss Re a fait office de réassureur pour les prestataires de services d'assurance nationaux, couvrant ainsi la plus grande partie du risque engagé pour l'initiative. En 2013, l'initiative 4R devrait être encore élargie en Éthiopie, puis étendue à deux autres pays d'ici à 2015.

MUTUELLE PANAFRICAINNE DE GESTION DES RISQUES (ARC)

La Mutuelle panafricaine de gestion des risques (ARC) est un système d'assurance novateur contre les risques liés à des conditions météorologiques extrêmes, conçu pour aider les États membres de l'Union Africaine à résister et à récupérer face aux ravages provoqués par la sécheresse. Actuellement, le système international d'intervention en cas de catastrophe naturelle n'est pas aussi rapide et équitable qu'il pourrait l'être. Le financement est assuré dans une large mesure au cas par cas, une fois que les catastrophes se sont déclarées, et ce n'est qu'alors que les secours peuvent être mobilisés en faveur des personnes qui en ont le plus besoin. Entre-temps, des vies sont perdues, les avoirs s'épuisent et les progrès du développement connaissent de sérieux revers - faisant ainsi sombrer un plus grand nombre de personnes dans l'indigence et l'insécurité alimentaire, dans les pays les moins avancés du monde.

Établi par un traité en tant qu'institution spécialisée de l'Union africaine en novembre 2012, l'ARC est une solution africaine à l'un des défis les plus importants auxquels doit faire face le continent, à savoir transférer le fardeau du risque climatique des gouvernements, des paysans et des éleveurs nomades vers l'ARC, mieux équipée pour gérer ce risque. Cette entité financière à vocation exclusivement africaine, dirigée par l'Union africaine, utilisera des technologies et des logiciels de pointe en matière de surveillance météorologique - conçus par le PAM - pour estimer les fonds à destiner aux pays d'Afrique touchés par une grave sécheresse et les débloquer rapidement. Puisque ces épisodes de

sécheresse ne touchent pas toutes les parties du continent au cours de la même année, la solidarité panafricaine, sous la forme d'une mutuelle de gestion des risques telle que l'ARC, est financièrement efficace. Pour les pays, la mutualisation du risque sur l'ensemble du continent pourrait aller jusqu'à diminuer de moitié le coût des plans de financement d'urgence, tout en diminuant la dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure.

La Mutuelle aura une filiale financière (dénommée ARC Ltd) qui s'occupera des transferts de risque, lesquels seront gérés de façon indépendante par des spécialistes du secteur, conformément aux normes internationales en matière de solvabilité. À l'instar du Dispositif d'assurance catastrophes naturelles pour les Caraïbes (CCRIF), l'ARC fournira en outre les services de renforcement des capacités nécessaires pour appliquer la gestion des risques à la sécurité alimentaire en Afrique. "Le renforcement des capacités des gouvernements est une des priorités du PAM. Je suis fière de l'appui que nous fournissons aux programmes de l'Union africaine", a affirmé Mme Ertharin Cousin, la Directrice exécutive du PAM.

Le 23 avril 2013, l'Institution de l'ARC a convoqué la première réunion de son Conseil d'administration à Washington. Ce Conseil devra fournir des orientations au Secrétariat, superviser la constitution de la société ARC Ltd et gérer le processus collégial de planification prévisionnelle. Le Conseil a élu à l'unanimité son Président, en la personne de Mme Ngozi Okonjo-Iweala, Ministre déléguée de l'économie et des finances du Nigéria, pour un mandat triennal qui prendra fin en 2016.



Le Conseil d'administration de l'Institution de l'ARC à sa première réunion (de gauche à droite): Peter Mwanza (Malawi) Ministre de l'agriculture et de la sécurité alimentaire; Jacques Diouf (Sénégal) Ministre et Conseiller particulier du Président du Sénégal, ancien Directeur général de la FAO; Ngozi Okonjo-Iweala (Nigéria), Présidente de l'ARC, Ministre déléguée de l'économie et des finances du Nigéria; Diombar Thiam (Mauritanie) Ministre des finances; Ouhoumoudou Mohamadou (Niger), Directeur général de la Banque internationale pour l'Afrique BIA-Niger; Alexis Kanyankole (Rwanda), suppléant pour Agnes Kalibata, Ministre de l'agriculture et des ressources animales; Tosi Mpanu-Mpanu (République démocratique du Congo), Président honoraire du Groupe africain des négociateurs de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et membre suppléant du Fonds vert pour le climat; et Richard Wilcox (Directeur général par intérim de l'ARC).

Nourrir les corps, nourrir les esprits

Le PAM aide les gouvernements nationaux à concevoir et à mettre en œuvre des programmes durables de repas scolaires afin, non seulement d'améliorer la nutrition et les résultats scolaires des élèves, mais aussi d'appuyer la mise en place de filets de sécurité à caractère plus général, ainsi que de protéger et de stabiliser les conditions de vie et les moyens de subsistance dans des contextes fragiles, surtout au profit des filles jeunes et vulnérables.



Message à emporter

En 2012, 1,8 million d'enfants d'âge scolaire, dont près de 0,6 million en Afrique, ont reçu des rations à emporter, qui favorisent le maintien des enfants à l'école, en particulier des filles dans les classes supérieures.

Nombre d'enfants bénéficiant des programmes de repas scolaires appuyés par le PAM en Afrique (2003 – 2012)

Année	Garçons	Filles
2003	2,9	2,4
2004	4,3	3,6
2005	5,4	4,7
2006	5,3	4,8
2007	5,4	4,6
2008	5,7	5,1
2009	5,6	4,9
2010	5,9	5,4
2011	5,7	5,4
2012	6	5,7

(en millions)

Ismatu (dans la photographie ci-dessous), âgée de 11 ans, ne prenait pas de petit-déjeuner – non parce qu'elle était pressée de se rendre à l'école, mais parce qu'il n'y avait rien à manger chez elle. Il lui arrivait même souvent de quitter la classe avant la fin des cours, car elle était affamée.

Ismatu est une élève de troisième année à l'école primaire Mollery Johnson de Ngolala, dans le sud de la Sierra Leone. Elle habite avec sa grand-mère, une tante et un cousin dans une maison en torchis située à un kilomètre de l'école. "Les enfants ont du mal à rester à l'école et à se concentrer en classe car la plupart d'entre eux vivent dans des ménages extrêmement pauvres", affirme le Professeur principal adjoint.

Désormais, dans 128 établissements du district de Moyamba, les enfants comme Ismatu reçoivent du porridge au petit-déjeuner et un repas chaud les jours d'école. "Avant que le PAM (grâce à Plan International) ne lance le programme d'alimentation scolaire dans notre école, j'avais l'habitude de rentrer chez moi à l'heure du déjeuner, car j'avais faim", dit-elle. Ismatu voudrait devenir médecin et elle sait qu'elle doit aller régulièrement en classe et réussir ses examens.

Moyamba est l'un des districts où le taux d'insécurité alimentaire grave est parmi les plus élevés de la Sierra Leone, et les familles ont du mal à se procurer de la nourriture régulièrement. L'alimentation scolaire dans cette partie du pays ne représente pas seulement un nutriment pour les jeunes esprits: elle permet aussi aux enfants comme Ismatu de progresser vers la réalisation de leurs rêves.



Dépenses

DÉPENSES DIRECTES

Le PAM consacre à l'Afrique une plus large part de ses ressources que tout autre organisme des Nations Unies. En 2012, l'Afrique a absorbé 66 pour cent de l'ensemble des dépenses opérationnelles du PAM.

Dépenses directes du PAM¹ (2010–2012) (en milliers de dollars)

Catégorie d'activités	2010		2011		2012	
	Total	Afrique	Total	Afrique	Total	Afrique
Développement	287 842	178 286	315 986	210 458	348 672	229 511
Secours	3 220 081	1 996 504	2 925 212	1 813 415	3 288 536	2 285 862
Opérations d'urgence	1 660 195		1 367 243			
IPSR	1 559 885		1 557 969			
Opérations spéciales	221 510	131 967	217 619	159 250	216 068	169 855
Fonds fiduciaires/ opérations bilatérales ²	270 898	133 445	310 173	69 860	294 830	51 040
Total général	4 000 331	2 440 202	3 768 990	2 252 983	4 148 105	2 736 268
Pourcentage pour l'ensemble des régions		61%		60%		66%

¹ À l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes.

² Les dépenses opérationnelles comprennent le Fonds général, les comptes spéciaux et les fonds d'affectation spéciale qui ne peuvent être ventilées par project/opération.



Dépenses directes du PAM en Afrique, par Objectif stratégique (2012)

(en milliers de dollars)

OBJECTIF STRATÉGIQUE 1 - Sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence	2 535 792
Distribution générale de vivres	1 823 845
Alimentation scolaire: situations d'urgence	71 872
Opérations spéciales	173 568
Vivres pour la création d'avoirs (VCA): équipements collectifs/écoles/logements	13 732
VCA: infrastructures de transport (par exemple voies d'accès, routes rurales, etc.)	17 467
VCA: mise en valeur et amélioration des terres ou des ressources en eau	37 164
VCA: développement de la production agricole/végétale	40 333
VCA: projets d'agroforesterie	7 532
VCA: autres	6 530
VIH/tuberculose: atténuation et filets de sécurité	7 654
VIH/tuberculose: soins et traitement	6 714
Nutrition: prévention de la malnutrition aiguë	190 692
Nutrition: traitement de la malnutrition aiguë	138 689
OBJECTIF STRATÉGIQUE 2 - Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets	175 415
VCA: équipements collectifs/écoles/logements	15 465
VCA: infrastructures de transport (par exemple voies d'accès, routes rurales, etc.)	17 784
VCA: mise en valeur et amélioration des terres ou des ressources en eau	76 372
VCA: développement de la production agricole/végétale	19 840
VCA: projets d'agroforesterie	10 390
VCA: réserves alimentaires	1 306
VCA: autres	4 101
Vivres pour la formation (VPF)	17 530
Distribution générale de vivres	4 794
Renforcement des capacités: préparation aux catastrophes/aux situations d'urgence	4 690
Opérations spéciales	3 145
OBJECTIF STRATÉGIQUE 3 - Remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition	514 819
VCA: équipements collectifs/écoles/logements	11 608
VCA: infrastructures de transport (par exemple voies d'accès, routes rurales, etc.)	19 603
VCA: mise en valeur et amélioration des terres ou des ressources en eau	51 432
VCA: développement de la production agricole/végétale	60 061
VCA: projets d'élevage et de pisciculture	902
VCA: projets d'agroforesterie	14 101
VCA: réserves alimentaires	96
VCA: autres	39 477
Distribution générale de vivres	27 040
VPF	32 108
Alimentation scolaire: écoles primaires et secondaires	144 081
Alimentation scolaire: crèches et jardins d'enfants	25 668
Installation/Réinstallation	28
Opérations spéciales	3 842
VIH/tuberculose: atténuation et filets de sécurité	35 247
VIH/tuberculose: soins et traitement	12 011
Nutrition: prévention de la malnutrition aiguë	9 200
Nutrition: traitement de la malnutrition aiguë	12 848
Nutrition: prévention du retard de croissance	15 467
OBJECTIF STRATÉGIQUE 4 - Réduire la faim chronique et la dénutrition	243 227
Alimentation scolaire: écoles primaires et secondaires	173 691
Alimentation scolaire: crèches et jardins d'enfants	8 464
VPF	1 190
VIH/tuberculose: atténuation et filets de sécurité	10 986
VIH/tuberculose: soins et traitement	12 278
VCA: équipements collectifs/écoles/logements	1 096
VCA: infrastructures de transport (par exemple voies d'accès, routes rurales, etc.)	205
VCA: développement de la production agricole/végétale	13
VCA: projets d'agroforesterie	1 038
VCA: autres	240
Nutrition: traitement de la malnutrition aiguë	8 727
Nutrition: prévention du retard de croissance	25 194
Nutrition: supplémentation en micronutriments uniquement	105
OBJECTIF STRATÉGIQUE 5 - Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux	48 421
Renforcement des capacités: développement des capacités nationales	25 403
Opérations spéciales	23 018
Total	3 517 674

L'AIDE ALIMENTAIRE DANS LE MONDE

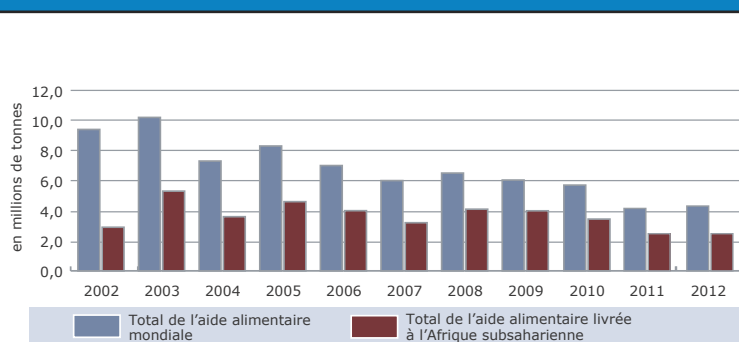


Livraisons mondiales d'aide alimentaire (2002–2012)

Année	Livraisons d'aide alimentaire dans le monde	Pourcentage livré par le PAM
2002	9,4	40,1
2003	10,2	47,6
2004	7,3	50,4
2005	8,3	53,9
2006	7,0	53,9
2007	6,0	51,9
2008	6,5	61,5
2009	6,1	61,6
2010	5,9	56,5
2011	4,0	60,7
2012	4,2	52,3

Source: PAM/INTERFAIS, mai 2013

Livraisons mondiales d'aide alimentaire à l'Afrique subsaharienne (2002–2012)



Source: PAM/INTERFAIS, mai 2013

Contributions au PAM (2010–2012) (en milliers de dollars)

Suite aux pages 21, 22 et 23

Pays	2010	2011	2012
Afghanistan		1	2
Afrique du Sud	334	643	2 786
Algérie	19 070		
Allemagne	95 824	194 777	150 055
Andorre	231	99	88
Angola			1 566
Arabie saoudite	38 829	67 669	9 042
Arménie			178
Association des nations de l'Asie du Sud-Est	280		455
Australie	83 930	143 237	121 729
Autriche	1 329	733	1 082
Azerbaïdjan	100	100	100
Bahamas			13
Bangladesh	3 280	1 790	5 981
Banque africaine de développement	500	2 150	2 000
Banque mondiale	6 093		710
Belgique	37 691	36 954	14 448
Bénin	32		1 991
Bhoutan	5	5	5
Brésil	12 942	70 576	82 548
Burkina Faso	1		49
Burundi		2 423	2 129
Cambodge	1 187	1 227	1 227
Cameroun			992

Contributions au PAM (2010–2012)
(en milliers de dollars)

Pays	2010	2011	2012
Canada	285 529	302 300	367 149
Chili	20	20	
Chine	4 060	20 063	4 563
Chypre	690		
Colombie	50	117	9 824
Commission européenne	289 928	258 587	386 136
Côte D'Ivoire			1 735
Croatie	25		40
Cuba	1 125	2 150	3 388
Danemark	41 112	45 751	43 510
Donateurs privés*	141 552	85 298	64 068
Égypte	386	1 319	5 008
El Salvador	300	300	
Émirats arabes unis	10	6 228	2 926
Équateur	248	248	896
Espagne	82 635	68 024	13 168
Estonie	240	71	180
États-Unis d'Amérique	1 552 259	1 239 577	1 457 471
Éthiopie		8 900	
Fédération de Russie	32 000	37 676	38 000
Finlande	26 643	29 902	25 999
Fonds communs et organismes des Nations Unies (à l'exclusion du CERF)	81 851	68 055	81 738
Fonds OPEP	513	1 250	
France	20 127	38 269	30 747
Gambie			512
Géorgie		20	
Grèce	356	127	130
Guatemala		75	
Honduras			21 258
Hongrie	65	15	85
Îles Féroé	163	28	35
Islande	185	293	295
Inde	12 775	14 565	3 389
Indonésie	467		2 000
Iraq	18 854	14	20 131
Irlande	19 318	27 010	20 002
Israël	151	165	200
Italie	26 443	27 392	14 592
Japon	214 762	282 026	190 749
Jordanie	46	66	47
Kazakhstan	20	20	20
Kenya	5 571	3 407	2 559
Koweït		250	255
Lesotho	330	601	1 330
Lettonie	37		

Contributions au PAM (2010–2012)
(en milliers de dollars)

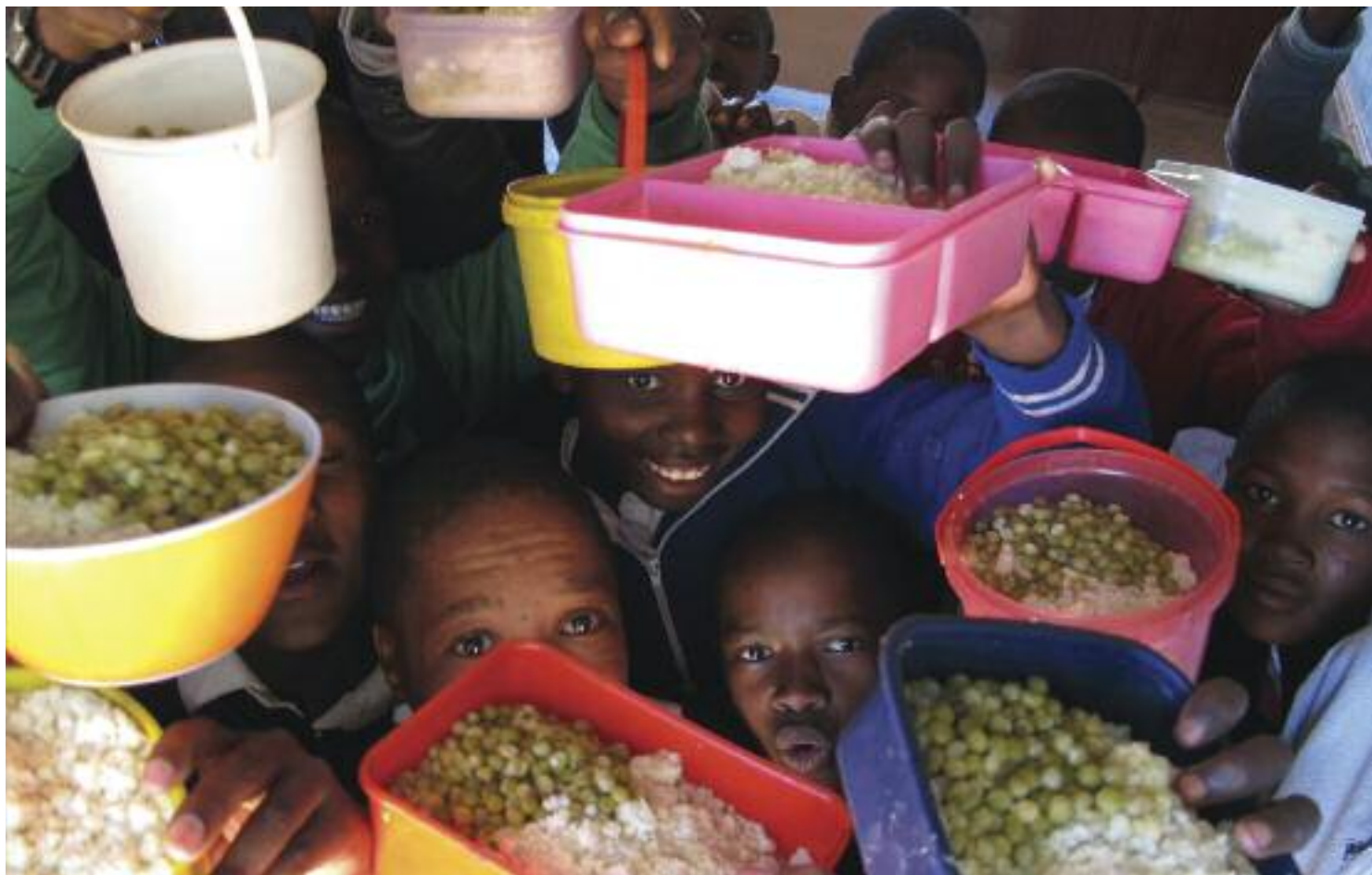
Pays	2010	2011	2012
Libéria			2 500
Liechtenstein	191	438	385
Luxembourg	12 789	11 575	9 920
Madagascar	449		
Malaisie	1 000	1 000	1 000
Malawi	1 967		16 261
Maroc		633	
Mauritanie	2	2 078	
Mexique		1 000	274
Monaco	29	202	98
Mozambique			108
Namibie		1 727	786
Nations Unies-CERF	120 285	126 152	136 788
Népal	35 801		
Nicaragua	18	19	15
Norvège	43 939	49 032	57 562
Nouvelle-Zélande	6 855	8 474	6 940
Oman	26 361		
Organisation internationale pour les migrations		10	
Ouganda	120		756
Pakistan	27	2 360	22 162
Panama	68	68	68
Pays-Bas	74 424	72 802	75 255
Pérou		483	2 010
Philippines		3 548	8 909
Pologne	691	465	744
Portugal			99
Qatar	266	277	267
République coopérative de Guyana			10
République du Congo		2 002	4 615
République démocratique du Congo		40	324
République de Corée	5 148	5 400	5 788
République-Unie de Tanzanie		105	339
République tchèque	159	237	399
Roumanie	72	0	40
Royaume-Uni	157 127	143 877	202 145
Saint-Marin	13		
Saint-Siège		10	
Sao Tomé-et-Principe		72	
Sénégal		70	5 304
Singapour		50	
Slovaquie	15	15	18
Slovénie	119	196	
Soudan	2 675	3 750	
Soudan du Sud	13 017	614	

Contributions au PAM (2010–2012)
(en milliers de dollars)

Pays	2010	2011	2012
Sri Lanka		2 720	1 561
Swaziland		360	9 206
Suède	90 660	97 832	95 181
Suisse	42 949	46 316	60 828
Syrie	1 994	1 047	884
Thaïlande	11 626	188	123
Timor Leste			1 700
Tunisie			400
Turquie	2 000		
Ukraine		123	
Union africaine			450
Union des nations de l'Amérique du Sud			1 000
Venezuela	300	275	
Zambie		3 420	651
Zimbabwe			9 966
Total	3 815 662	3 683 623	3 957 146

* Les contributions de donateurs privés ne comprennent pas les dons extraordinaires en nature tels que la publicité.

Les chiffres indiqués pour les années précédentes tiennent compte des contributions effectivement versées pendant l'année considérée et peuvent faire l'objet d'ajustements rétroactifs.



Nombre total de bénéficiaires de l'assistance du PAM en Afrique (2011–2012)

Pays	2011			2012		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
Algérie	75 806	49 154	124 960	75 806	49 154	124 960
Bénin	180 448	189 244	369 692	52 339	62 379	114 718
Burkina Faso	459 689	317 678	777 367	1 296 870	1 173 475	2 470 345
Burundi	397 099	387 067	784 166	385 630	357 747	743 377
Cameroun	248 996	132 853	381 849	181 634	122 372	304 006
Côte d'Ivoire	510 395	536 021	1 046 416	456 685	514 766	971 451
Djibouti	74 201	71 353	145 554	70 496	65 891	136 387
Égypte	372 484	415 633	788 117	210 064	205 426	415 490
Éthiopie	3 784 049	3 518 545	7 302 594	3 169 500	3 040 400	6 209 900
Gambie	87 724	83 293	171 017	271 711	264 931	536 642
Ghana	183 623	140 399	324 022	243 726	166 048	409 774
Guinée	193 513	197 651	391 164	70 860	86 800	157 660
Guinée-Bissau	141 578	162 651	304 229	104 316	101 878	206 194
Kenya	2 133 390	1 917 420	4 050 810	2 751 467	2 314 855	5 066 322
Lesotho	107 820	76 248	184 068	159 627	129 367	288 994
Libéria	284 181	298 993	583 174	186 128	195 436	381 564
Libye	677 924	707 266	1 385 190	186 659	162 889	349 548
Madagascar	489 051	407 001	896 052	444 914	398 321	843 235
Malawi	620 652	558 385	1 179 037	1 150 305	1 041 200	2 191 505
Mali	257 607	201 854	459 461	661 025	513 733	1 174 758
Mauritanie	164 455	158 619	323 074	400 855	363 871	764 726
Mozambique	359 018	323 418	682 436	325 681	305 822	631 503
Namibie	2 722	3 267	5 989	2 835	2 766	5 601
Niger	1 432 338	1 475 269	2 907 607	2 836 087	2 289 155	5 125 242
Ouganda	390 751	370 291	761 042	479 246	399 809	879 055
République centrafricaine	206 008	231 672	437 680	165 098	168 402	333 500
République du Congo	145 044	76 982	222 026	90 270	83 847	174 117
République démocratique du Congo	2 094 853	1 444 131	3 538 984	1 996 939	1 657 816	3 654 755
République-Unie de Tanzanie	597 822	570 531	1 168 353	458 930	467 304	926 234
Rwanda	233 463	214 840	448 303	225 058	216 091	441 149
Sao Tomé-et-Principe	21 523	21 244	42 767	24 308	25 103	49 411
Sénégal	794 028	807 715	1 601 743	931 192	895 294	1 826 486
Sierra Leone	296 145	272 548	568 693	235 595	220 315	455 910
Somalie	653 604	688 561	1 342 165	1 886 983	1 735 770	3 622 753
Soudan	4 116 747	3 432 479	7 549 226	2 007 731	1 628 643	3 636 374
Soudan du Sud	0	0	0	1 333 587	1 388 019	2 721 606
Swaziland	21 773	19 640	41 413	186 339	140 352	326 691
Tchad	1 476 975	1 309 957	2 786 932	1 467 488	1 363 349	2 830 837
Togo	28 658	24 087	52 745	0	0	0
Tunisie	89 814	149 913	239 727	2 422	2 555	4 977
Zambie	417 018	428 812	845 830	416 342	423 930	840 272
Zimbabwe	991 914	841 214	1 833 128	990 981	877 039	1 868 020
Total	25 814 903	23 233 899	49 048 802	28 593 729	25 622 320	54 216 049

Bénéficiaires de l'assistance du PAM en Afrique (2011–2012): réfugiés, personnes déplacées et rapatriés


Pays	2011			2012		
	Personnes déplacées	Réfugiés	Rapatriés	Personnes déplacées	Réfugiés	Rapatriés
Algérie		124 960				
Bénin	14 225	2 256				
Burkina Faso					64 826	
Burundi		20 349	6 790		25 723	35 000
Cameroun		93 410			23 851	
Côte d'Ivoire	238 319		364 801	11 950		215 000
Djibouti		13 745			18 639	
Égypte			61 399			
Éthiopie		142 446			339 400	
Gambie		5 759				
Guinée		3 258	1 964			
Guinée-Bissau						
Kenya		382 724			578 995	
Libéria					37 000	
Libye	288 000		306 999	30 000	9 704	
Malawi		11 600			15 253	
Mozambique					9 091	
Namibie		6 228			5 601	
Niger					60 909	1 922
Ouganda		93 332			142 967	12 179
République centrafricaine	59 276	25 118				
République du Congo		114 594		17 866	83 081	
République démocratique du Congo	865 935		775 330	1 023 507	21 922	145 079
République-Unie de Tanzanie		101 207			105 572	
Rwanda		53 004	7 323		72 384	10 778
Sénégal			232			2 570
Somalie	780 894			1 253 058		
Soudan	2 475 582	91 384	534 300	1 855 318	44 112	9 909
Soudan du Sud				516 560	225 097	143 579
Tchad	157 052	373 146			343 534	
Togo	3 275	5 280				
Tunisie			125 905			
Zambie		14 721			3 093	915
Zimbabwe	24 797		23 306	2 742		44 233
Total	4 907 355	1 678 521	2 208 349	4 711 001	2 230 754	621 164

Contributions du PAM aux programmes réalisés en Afrique (2010–2012)
(en milliers de dollars)

Pays	2010	2011	2012
Algérie	26 750 236	15 767 536	17 102 992
Bénin	1 260 703	9 070 396	3 658 736
Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest	1 864 800	8 896 744	69 960 449
Burkina Faso	16 307 269	11 120 374	48 465 086
Burundi	13 750 383	19 662 329	30 931 845
Cameroun	16 967 143	14 082 175	19 729 285
Cap-Vert	-4 533	1 417 750	-
Côte d'Ivoire	7 941 292	47 569 680	33 549 753
Djibouti	9 199 418	25 940 691	9 956 132
Égypte	1 544 834	15 617 594	7 684 156
Éthiopie	198 085 271	382 497 621	442 792 042
Gambie	5 558 730	2 622 068	11 697 308
Ghana	24 117 943	3 107 852	8 798 545
Guinée	15 912 368	6 229 091	2 862 334
Guinée-Bissau	5 681 867	2 368 290	2 830 163
Kenya	183 223 680	359 218 471	181 441 288
Lesotho	5 250 930	9 099 123	10 286 235
Libéria	14 186 032	48 384 161	24 086 350
Libye		5 996 292	
Madagascar	12 323 807	12 693 016	12 102 661
Malawi	27 876 758	11 560 816	76 883 259
Mali	16 110 136	16 257 926	106 845 189
Mauritanie	11 875 698	9 296 772	44 907 534
Mozambique	30 691 460	22 035 898	20 433 782
Namibie	1 539 504	569 507	321 000
Niger	230 205 810	64 543 779	243 507 164
Ouganda	63 492 656	44 729 885	43 424 591
République centrafricaine	22 861 121	23 148 106	32 323 572
République du Congo	20 999 772	5 654 692	17 545 349
République démocratique du Congo	128 038 268	105 279 831	190 525 830
République-Unie de Tanzanie	44 155 250	21 601 729	38 437 108
Rwanda	18 129 322	12 442 223	19 728 425
Sao Tomé-et-Principe	714 841	563 919	1 187 149
Sénégal	8 611 684	10 899 815	60 945 256
Sierra Leone	13 907 948	21 621 273	-1 413 278
Somalie	93 429 373	284 741 879	85 868 546
Soudan	646 108 380	432 330 435	264 839 706
Soudan du Sud		22 960 620	350 678 351
Swaziland	2 201 673	1 107 234	5 630 206
Tchad	134 253 204	109 074 969	251 675 179
Togo	903 022	499 449	576 009
Tunisie		430 576	935 000
Zambie	9 423 595	7 003 736	3 246 744
Zimbabwe	72 824 986	68 435 805	88 444 991
Total	2 158 276 636	2 298 152 131	2 885 432 021

Sigles

ARC	Mutuelle panafricaine de gestion des risques
CEA	Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CCRIF	Dispositif d'assurance catastrophes naturelles pour les Caraïbes
CUA	Commission de l'Union africaine
ECHO	Direction générale Aide humanitaire et protection civile de la Commission européenne
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEWS-NET	Réseau du système d'alerte rapide face aux risques de famine
FIDA	Fonds international de développement agricole
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OMEP	Sous-Division de la préparation aux interventions d'urgence et des interventions en cas de crise
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	organisation non gouvernementale
P4P	Initiative Achats au service du progrès



Au-dessus de Yida, au Soudan du Sud, un Ilyushin 76 se prépare à larguer sa cargaison d'assistance alimentaire destinée à sauver des vies.

Crédits photographiques

COUVERTURE: PAM/Rein Skullerud/Niger; DEUXIÈME DE COUVERTURE: PAM/Rein Skullerud/Italie; Page 1, PAM/Jiro Ose/Éthiopie; Page 2, Union africaine/Éthiopie; Page 3, PAM/Rein Skullerud/Mali; Page 4, PAM/Rose Ogola/Kenya; Page 5, PAM/Aiedah Shukrie/Soudan; Page 6, PAM/Jiro Ose/Éthiopie; Page 8, PAM/Thomas Chika/Kenya; Page 10, PAM/Ahna Gudmunds/Soudan du Sud; Page 11, PAM/Leigh Hildyard/Malawi; Page 14, PAM/Niels Balzer/Sénégal; Page 15, Eva-Lotta Jansson/Oxfam America/Éthiopie, PAM/Niels Balzer/Sénégal; Page 16, Elena Panizza/États-Unis d'Amérique; Page 17, PAM/Moise Konate/République centrafricaine, PAM/Francis Boima/Sierra Leone; Page 18, PAM/George Fominyen/Soudan du Sud, PAM/Rein Skullerud/Kenya; Page 23, PAM/David Orr/Lesotho; Page 28, PAM/George Fominyen/Soudan du Sud.



Photo de couverture:

Les habitants de villages au nord-est de Niamey, dans la région Maradi du Niger sont les bénéficiaires d'un projet du PAM qui leur fournit des vivres et de l'argent en échange de travaux d'aménagement du territoire, notamment la construction de bassins en demi-lune permettant la conservation de l'eau nécessaire pour la culture des arbres fruitiers et la production agricole.

**Bureau de liaison du PAM auprès de
l'Union africaine et de la CEA
Addis-Abeba, Éthiopie**

Abdoulaye Diop
*Directeur et Représentant auprès de
l'Union africaine et de la CEA*

Téléphone: +251 115 515188 poste 2600
Adresse électronique:
abdoulaye.diop@wfp.org

Menghestab Haile
Directeur adjoint

Téléphone: +251 115 51 5188 poste 2255
Adresse électronique:
menghestab.haile@wfp.org



Programme Alimentaire Mondial